

L'Équateur a menacé aujourd'hui de poursuivre la Grande-Bretagne devant une instance internationale si ce pays ne donnait pas de réponse pour trouver une solution au cas de Julian Assange, le fondateur du site WikiLeaks, réfugié depuis près de seize mois dans son ambassade à Londres.

Le ministre équatorien des Affaires étrangères Ricardo Patiño, qui a déploré avoir essuyé un refus verbal à sa proposition de création d'une commission bilatérale de juristes sur cette affaire, a décidé d'augmenter la pression. « *Nous attendons une réponse écrite de leur part et s'ils ne le font pas d'ici quelques jours, nous devons alors préparer un recours international pour que le Royaume-Uni respecte les lois internationales* », a averti M. Patiño à la radio publique équatorienne.

Julian Assange est réfugié à l'ambassade d'Équateur à Londres depuis le 19 juin 2012 afin d'échapper à une extradition vers la Suède pour des agressions sexuelles présumées qu'il nie. L'Australien de 41 ans redoute d'être à terme extradé aux États-Unis et d'y encourir la peine de mort en raison de la publication par WikiLeaks de documents secrets américains. Londres a jusqu'ici refusé d'accorder un sauf-conduit au cyber-militant pour qu'il puisse se rendre en Équateur qui lui a accordé l'asile politique.

Début octobre, le gouvernement de Quito a évoqué la possibilité de recourir à des instances internationales comme la Cour internationale de justice (CIJ).

Tout en admettant qu'un recours international serait compliqué, M. Patiño a souligné que son pays n'avait « pas d'autre alternative » afin de « *faire respecter le droit d'asile octroyé par l'Équateur* » et « l'obligation (pour Londres) *d'accorder un sauf-conduit* ». « Il nous semble grave qu'une personne qui bénéficie du droit international (...) doive rester reclus contre sa volonté depuis plus d'un an dans notre ambassade », a insisté le chef de la diplomatie équatorienne.